

Le Monde est Révolté

Il y a un mouvement planétaire de divers individus qui sont plus qu'Indigné-e-s, et nous avons raison, trop de raisons même, de l'être...

En voici quelques unes :



Page 2

- L'économie mondiale en quelques chiffres.
- Le grand jeu de casino nommé "les marchés des dérivés" et ce qu'il est.
- L'évasion Fiscale en France.

Page 3

- La dette Française, la création monétaire par les banques privées et ce que cela représente.

Page 4

- Droits de l'Homme, la pauvreté et l'esclavage moderne.

Page 5

- Les premières victimes sont toujours les enfants.

Pages 6 & 7

- Plus qu'un problème financier, la bio-diversité est nos droits humain sont en danger.

Pages 8 & 9

- Accaparement des terres et terres rendues inutilisables. Le droit le plus fondamental de l'homme est l'accès à la terre.

Page 10

- Que pouvons nous faire?

L'économie mondiale en quelques chiffres

0.5% de la population mondiale possède 38.5% des richesses globales soit 89 mille milliards de dollars.

*The Credit Suisse Global Wealth Report
Octobre 2011

**Dettes mondiale actuelle :
41 mille milliards de dollars.**

*The Economist Global Debt Clock
Decembre 2011



Si vous additionnez la valeur de chaque action sur la planète entière, la capitalisation boursière serait d'environ 36 mille milliards de dollars. Si vous faites le même processus pour les obligations, vous obtiendrez 72 mille milliards de dollars. **La valeur notionnelle des marchés dérivés est d'environ 1,4 quadrillions de dollars.** 1,4 quadrillions représente:

- 40 fois la bourse du monde entier.
- 10 fois la valeur de chaque action et chaque obligation sur la planète.
- 23 fois le PIB mondial.

* Phoenix Capital Research

Définition d'un dérivé; un investissement qui tire sa valeur d'un autre investissement plus fondamental, comme un engagement à acheter une obligation pour une certaine somme à une certaine date (il n'a pas de valeur directe, c'est un pari).

Les dérivés sont comme des jetons sur la table d'une casino, sauf qu'ils représentent 10 fois la valeur derrière eux.

Évasion Fiscale :

En France, l'État perdrait au minimum 50 milliards d'euros par an par l'évasion fiscale, La France comptait 214 impôts et taxes en 2008. Au moins 24 nouvelles taxes auront été créées entre 2007 et 2012. Le taux des prélèvements obligatoires (taxes et cotisations) s'est élevé à 42,2 % du PIB en 2010.

*INSEE

L'impôt sur les sociétés en France représente seulement 10 % des recettes fiscales soit environ 50 milliards d'euro, plus que la moitié des entreprises du CAC 40 ne payaient pas d'impôt sur les sociétés en France, alors que les autres payaient en moyenne 8%. Total a réalisé un bénéfice de 10,3 milliards d'euros en 2010. Le groupe a payé plus de 700 millions d'euros d'impôts sur les bénéfices en France entre 2005 et 2007, **mais malgré ses profits records, Total ne paie plus d'impôts sur les bénéfices en France.**

3 raisons les grandes corporations passe par des paradis fiscal

- Des impôts insignifiants ou inexistants.
- L'absence de transparence sur le régime fiscal.
- L'absence d'échanges de renseignements fiscaux avec d'autres États.

La dette Française

Quelque chose pour vous faire réfléchir

Dette française à fin mars 2011

1646 milliards d'euros, soit 84,5 % du PIB

*INSEE



La France est le 19^e pays le plus endetté au monde, par rapport à son PIB, parmi les 126 entités (sur 195 États) sur lesquelles la CIA publie des données. (*classement CIA au 31 mars 2008)

La dette publique française en coupures de 100 euros représenterait environ l'équivalent du volume de l'Arc de Triomphe place de l'Étoile.

C'est plus de **1450 milliards d'euros d'intérêts** que nous avons payé en 35 ans sur la dette publique (et nous continuons à raison de près 120 millions d'euros par jour, oui, par jour) aux déjà plus riches, qui d'ailleurs peuvent ainsi nous les prêter à nouveau contre intérêts.. Mais cette monnaie qu'ils nous prêtent est, comme **93% de la monnaie en circulation, issue de la création monétaire par les banques privées ...**



monnaie évidemment payante bien que créée "ex nihilo", à partir d'une simple ligne d'écriture.

Et ces 45 milliards d'intérêts par an sont l'équivalent de trois fois et demi le "trou" de la Sécurité Sociale, ou un salaire net de 18000 euros annuel (salaire médian en France) à 2 380 000 personnes.

Évasion Fiscale + Intérêt sur la Dette Publique équivaut à 100 milliards par an

Quand vous ajoutez à ça les milliers de milliards d'euros de dette privée contractée de banque à banque et transférée sur la dette publique de jour à lendemain, qui a augmenté notre dette publique par presque 30%, deux mille milliards de dollars pour la Europe. Tout ça juste pour celui que nous avons "sauvé" à nous dire maintenant nous sommes trop endettés, et demande des plans d'austérité drastique pour que nous pouvons le repayer, est avec un taux d'intérêt plus élevé.

Il est facile de voir par ces chiffres que la crise n'est pas due à un manque de richesses, mais un **manque total de gestion** - sauf en ce qui concerne la protection des acquis et des profits des plus riches. En ce cas, **l'austérité c'est pas une solution**, mais un crime, c'est de l'esclavage par le servitude économique et contre nos droits humains.

Droits de l'Homme et la pauvreté

L'esclavage a été aboli depuis longtemps. Pourtant il existe encore aujourd'hui, au 21ème siècle dans le monde entier. Chaque jour, des dizaines de millions de personnes vivent dans le désespoir et la servitude. Ces esclaves modernes constituent une main d'œuvre sans voix, sans défense et corvéable à merci. La misère et l'espérance d'une vie meilleure poussent ces hommes, ces femmes et ces enfants dans les mains des exploiters sans pitié qui les affament, les maltraitent, les terrorisent. Brutalisés, retenus par la force et par la contrainte, ils sont abandonnés à leur sort.



Sur les 50 pays les plus pauvres du monde, classés selon l'indicateur de développement humain (IDH) du PNUD, 33 sont situés en Afrique subsaharienne. Malnutrition, pauvreté, illettrisme, situation sanitaire désastreuse...

Le continent est la première victime du creusement des inégalités dans le monde. Si de 1960 à 1980, les pays d'Afrique ont enregistré des progrès sensibles en matière de développement économique et social, ces progrès se sont ralentis, notamment du fait des effets désastreux des plans d'ajustement structurel menés par les institutions financières internationales. Il faut bien comprendre que c'est de ces pays que nous tirons la quintessence de nos richesses (Uranium, coltan, or, pétrole, diamants, main d'œuvre)

Ces esclaves modernes constituent une main d'œuvre sans voix, sans défense et corvéable à merci. La misère et l'espérance d'une vie meilleure poussent ces hommes, ces femmes et ces enfants dans les mains des exploiters sans pitié qui les affament, les maltraitent, les terrorisent. Brutalisés, retenus par la force et par la contrainte, ils sont abandonnés à leur sort.



La descente aux enfers des mineurs du Maroc

Tous les jours, Mohamed Halal répète les mêmes gestes. Se glisser à la force des bras dans des galeries noires et sinueuses, se caler dans ces goulots instables de 50 cm de large et gratter la paroi mécaniquement. Comme près de deux mille autres habitants de Jerada en Maroc, Mohamed risque sa vie pour une bouchée de pain dans des mines clandestines de charbon creusées artisanalement partout sur la colline. Tout le monde travaille ici : les hommes, les femmes et même parfois leurs enfants. Cinq euros la journée pour les trieurs qui se cassent le dos et s'empoisonnent les poumons au dépôt de charbon.

Seuls à véritablement profiter de ce labeur quotidien, quelques notables du coin. Ceux qu'on appelle ici les « barons » Ils paient 6 € le sac de 100 kg. On le retrouve sur le marché à 50 €. Mohamed Amlaalou, homme de main d'un de ces grands patrons, ne voit pas le problème : « Si on ne prenait pas aux mineurs leur charbon, ils n'auraient pas de débouché, alors de quoi se plaignent-ils ? »

Premières victimes : les enfants

Aujourd'hui, 30 000 enfants vont mourir sans raison réelle autre que d'être pauvres. Presque une personne sur sept, 900 millions de personnes, n'a pas accès à l'eau potable et salubre. Plus d'un milliard de tonnes de nourriture, soit un tiers des aliments produits, sont gaspillés chaque année (*ONU), ce qui représente aussi une énorme quantité d'eau, et ruine ainsi nos efforts pour réduire le CO² par le recyclage.



« Nous devons maintenant intensifier notre action. Nous devons redoubler d'efforts pour venir en aide aux pauvres et à leurs enfants - notamment les nouveau-nés et les adolescents. Alors seulement pourrons-nous véritablement affirmer que nous préparons notre monde pour les générations à venir. Alors seulement pourrons-nous nous attaquer aux inégalités et promouvoir la justice sociale. Alors seulement pourrons-nous poser les fondations d'une paix durable ».

« Une enfant naît et commence son voyage dans la vie. Ses parents vivent avec moins de 2 dollars par jour. Comme les autres enfants de la moitié pauvre des habitants du monde, elle courra cinq fois plus de risques de mourir avant l'âge de cinq ans ».

« Elle et des millions d'autres comme elle, n'ont pas le choix. Ils font leur entrée dans la vie comme des soldats dans les champs de la mort. Près de 11 millions de décès chaque année. C'est un nombre très supérieur à celui des enfants morts pendant la guerre au cours des dix dernières années.

« Nous devons briser le silence. Nous ne devons plus nous satisfaire de cette situation. La mort des enfants pauvres n'est pas « inévitable ». Ces décès doivent cesser. Ils forment une tache sur notre conscience ».

Dr Gro Harlem Brundtland,
Directeur général, Organisation mondiale de la Santé

Près de 2 millions de garçons et de filles vivent dans la pauvreté en France! 16 000 mineurs sont à la rue, où ils côtoient 70 000 adultes, SDF comme eux. Une violation flagrante de la Convention internationale des droits de l'enfant.

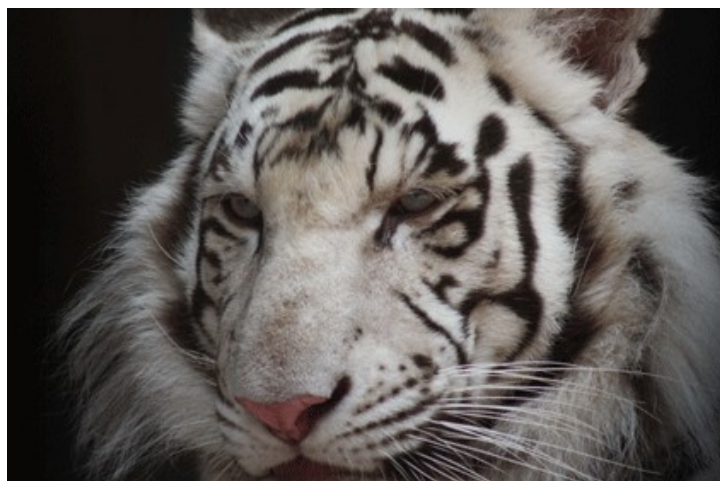
PLUS qu'un problème financier, le MONDE est en DANGER

Bio-Diversité :

Réagir avant qu'il ne soit trop tard

La sixième extinction de masse

Actuellement, la perte de biodiversité et les changements dans l'environnement qui y sont liés sont plus rapides qu'à aucune période de l'histoire de l'humanité. De nombreuses populations animales et végétales sont en déclin.



L'extinction actuelle, provoquée par les activités humaines, est comparable à une crise biologique majeure puisque d'ici à 2050, on considère que 25 à 50 % des espèces auront disparu. Plusieurs millions d'années sont nécessaires pour recouvrir une diversité biologique suite à une extinction massive. Ainsi, les sociétés humaines, qui ont amorcé cette extinction de masse scellent définitivement le sort de l'humanité : nous serons à la fois la cause et les victimes de cette sixième extinction de masse...

De nombreuses grandes entreprises sont coupables d'avoir négligé des problèmes de "sécurité" vers l'environnement et la population autour ou agi sans soins pour leur propre ouvriers et ils sont plus qu'heureux de payer une amende forfaitaire plus tard, après qu'ils aient déjà pris leur argent. Mais les amendes ne couvrent jamais les coûts réels.



Ce n'est pas seulement dans les Forêts des Tropiques que la diversité biologique est menacée, mais partout, en France par exemple il y a une destruction massive d'abeilles avec des produits hautement toxiques.

Environ 13 millions d'hectares de forêts disparaissent annuellement sur Terre. C'est l'équivalent de la surface de l'Angleterre, soit 1 terrain de football toutes les quinze secondes. (*FAO) Les concessions minières dans des zones forestières provoquant l'empoisonnement de la terre, avec les conséquences imaginables sur la végétation. L'absence de plans de gestion à long terme entraîne la disparition des forêts.

C'est la fête pour Monsanto

Le Parlement a adopté, lundi 28 novembre, une proposition de loi UMP sur "les certificats d'obtention végétale" contestée par certains syndicats professionnels, qui estiment qu'elle bafoue des pratiques agricoles ancestrales, les agriculteurs devront désormais payer une indemnité, lorsqu'ils réutilisent leurs semences d'une année sur l'autre.



Cette taxe qui concernerait 21 espèces aboutirait à un prélèvement compris entre 100 à 200 millions d'euros chaque année pris dans la poche des agriculteurs pour enrichir les firmes semencières, avec au premier rang... Monsanto.

En même temps le Conseil d'État annule la suspension de culture du **MON 810**, le maïs OGM de Monsanto, suspecté de nuire à l'environnement et d'être nocif pour la santé humaine. En décembre 2009, le *International Journal of Biological Sciences* a ainsi publié une enquête démontrant la **toxicité de trois maïs transgéniques approuvés pour la consommation humaine en Europe et aux États-Unis.**

Les profits sont à nouveau privilégiés contre le droit des agriculteurs à vivre de leur travail, le droit de la population à une nourriture suffisante et saine, la défense de la biodiversité.

Il a fallu 3,5 milliards d'années d'interactions du vivant pour engendrer la diversité génétique. Puis les sociétés paysannes ont identifié, sélectionné, transporté, échangé durant quelques dizaines de milliers d'années. Ce bien commun naturel et culturel ne saurait être confisqué : il est Patrimoine de l'Humanité.

Il s'agit bien d'un jour de fête pour Monsanto et d'une journée noire pour les Droits de l'Homme et celles et ceux qui combattent l'agriculture productiviste responsable de la crise alimentaire et agricole qui détruit la biodiversité, pousse les peuples dans la famine ou la malbouffe et les paysans dans le désespoir.

C'est ce qui se passe en France et en Europe, mais aussi au niveau mondial avec le traité ACTA. Attention ! Ce traité est un danger pour les droits humains.



Une petite note sur la valeur réelle : quand vous achetez quelque chose qui est produit en respectant les autres et la nature vous payez sa valeur réelle. Quand vous achetez quelque chose qui n'est pas produit en respectant les autres et la nature, vous ne payez qu'une partie de sa valeur réelle, parce qu'il y a des coûts cachés : des conséquences de la pollution, effets sur la santé et autres choses qui ne sont pas dans le coût de la production ni son prix à l'achat.

Mais à la fin de la journée c'est nous qui payons en définitive.

Le droit le plus fondamental de l'homme est l'accès à la terre

La sécurité du régime foncier est fondamentale pour la sécurité alimentaire et le développement durable.

La sécurité des droits à la terre ne garantit pas l'avenir d'un paysan, mais l'aide à mieux s'y préparer. C'est le principe : lorsqu'une collectivité défend son droit à la terre, elle jette les bases d'un état démocratique.



Accaparement des terres

L'accaparement des terres est un phénomène mondial dont l'ampleur et la vitesse sont inégales. Au Mali, au cours des dernières années, plus de 800 000 hectares de terres arables ont été cédés par le gouvernement aux investisseurs par le biais de baux de 30 ans, renouvelables. De même, il est estimé qu'en Afrique plus 30 millions d'hectares ont été vendus ou loués.

Au niveau mondial, cela atteindrait de 60 à 80 millions d'hectares, mais du fait du caractère secret voire illégal des contrats, il ne s'agit que de la partie visible de l'iceberg.

Ces terres sont déjà transférées aux élites nationales, aux multinationales et aux fonds financiers qui cherchent à faire des bénéfices ou à spéculer au moyen de projets d'agriculture industrielle, d'exploitation minière, de production d'agrocarburants, de marchés du carbone, de tourisme, de grands barrages, etc.

D'aucuns les présentent comme des "investissements" alors que ces accaparements de terre ne sont rien d'autre que du vol.

Il s'agit également d'une véritable violation des droits des paysans et des paysannes.

Ces accaparements spolient les petits producteurs, les éleveurs, les peuples indigènes, entre autres, de leur patrimoine et de leurs moyens de subsistance. Quand les paysans se défendent pour défendre leurs intérêts vitaux, ils sont battus, emprisonnés voire assassinés.

Déclaration de la Conférence de Nyéléni (17 au 19 novembre 2011)

http://viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=647:declaration-de-la-conference-de-nyeleni

Terres rendues inutilisables

En Angola, le problème du régime foncier est apparu à la suite de l'indépendance obtenue en 1975. En 1992, après le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, une loi de privatisation n'a pas touché aux questions fondamentales des droits coutumiers. Ceci a entraîné une période de chaos, durant laquelle quelques riches individus se sont accaparés de vastes ressources naturelles et laissé à l'abandon de vastes superficies de terres agricoles rendues inutilisables par les mines antipersonnel.



Seulement 3 pour cent des terres arables sont cultivées et près de 2 millions de personnes ont un besoin urgent d'assistance humanitaire. Parallèlement, l'économie a été faussée par d'énormes richesses dues au pétrole et aux diamants et l'inflation a causé une envolée des prix des denrées alimentaires dans les zones urbaines.

D'énormes étendues de terres fertiles demeurent inaccessibles tant qu'elles ne sont pas déminées. Au Zimbabwe, par exemple, on estime qu'un million d'acres de terres agricoles, de broussailles et de forêt ont été rendues inutilisables par des mines.



Selon le Bureau national Chinois de lutte contre les inondations et la sécheresse, plus de 60 millions de personnes sont affectées en Chine, dont 18 millions sont victimes d'une pénurie d'eau potable. Plus de six millions d'hectares de terres arables sont inutilisables et dix millions de têtes de bétail en péril.

L'agriculture Biélorussie a gravement été touchée par la catastrophe de Tchernobyl : près d'un cinquième des terres agricoles ont été rendues inutilisables, pour Fukushima ce risque d'être encore plus pire.

Le 3 décembre 1984, une fuite de gaz toxique provenant d'une usine américaine décime la population de la ville de Bhopal, en Inde. Environ 2 500 personnes décèdent et près de 500 000 sont atteintes à des degrés divers par les émanations de gaz. Le site n'a jamais été correctement nettoyé et continue dès lors d'empoisonner les habitants de Bhopal. En 1999, des tests effectués sur les eaux souterraines locales et sur l'eau des puits situés à proximité du site de l'accident ont révélé des niveaux de mercure entre 20.000 et 6 millions de fois supérieurs à la normal.

Que pouvons nous faire ?

Deux chose sont claires, si nous ne prenons pas les rues rien ne va changer et si nous attendons après une "conscience politique" il sera trop tard et rien n'arrivera jamais...



Et non, ce n'est pas uniquement dans la rue que nous allons changer les choses, mais avec des informations à partager. La rue montre que nous existons à ceux qui pensent de la même façon mais se croient isolés. Cela se passe également dans les réseaux sociaux et médias indépendants, dans les forums, dans les discussions au travail ou dans les cafés, partout et surtout dans notre conscience. Renseignez-vous et indignez-vous, parce que c'est la seule chose qui peut apporter le changement. Nous avons les ressources, nous avons la capacité, nous avons déjà la plupart des solutions, et les solutions qui nous manquent, nous pouvons les trouver, si nous voulons vraiment rendre ce monde humain.

Facebook; Indignés de Toulouse
Facebook; Occupy Toulouse
Twitter; occupytoulouse

Indignés de France
Occupy France

